

Questions soulevées par Maria de Lourdes Pintasilgo
au cours d'une interview du journal de fin de semaine,
l'Expresso, donné le 20 Oct 84



longueur de l'interview : 6 pages

Journalistes : Augusto Seabra

George Wernans

Maria João Antez

Vicente Jorge Silva

longueur du résumé : 5 pages - 21x27 - manuscrites.

1 la candidature à la présidence de la République [= PR]

- la concrétisation de cette hypothèse dépend en grande partie des facteurs subjectifs et objectifs.

Les facteurs objectifs sont :

- une clarification des conditions politiques de la campagne électorale :

• l'affaiblissement dans le cadre de la campagne de candidats indépendants des partis, au dessus des partis, cad. n'étant pas membres de parti, ni proposé par eux.

• La détermination d'un calendrier et d'un développement de la vie politique institutionnelle, de la déroulement encore non fixé des élections municipales, présidentielles et législatives.

- les sondages d'opinion donnent la faveur à un candidat situé en dehors du cadre des partis, allant donc au-delà de l'opposition traditionnelle gauche/droite et des rivalités politiques qui entravent la réalisation d'un développement (= dup) des ressources minimum pour le bien-être des citoyens.

Il incombe au PR de rendre opérationnel ce champ de compréhension pour le darp du pays. Pour y parvenir, il est nécessaire d'avoir une personnalité qui soit tout à fait indépendante, au dessus des partis, crédible, capable de se situer au dessus ^{de} du jeu des partis, et de dialoguer avec eux.

2
Une nouvelle culture politique s'impose pour aller au delà de l'héritage historique de droite et de gauche, une fois que le gauche et la droite se révèlent incapables de faire face aux urgences actuelles. La majorité des Portugais bénéficient des libertés fondamentales qu'ils ont conquises, mais les conditions économiques, sociales et culturelles n'ont pas encore atteint un niveau satisfaisant.

2 Profil du candidat à la présidence et champ d'action

- capacités éthiques.
- capacités à trouver les moyens d'assurer une stabilité de la vie politique du pays, entre les partis.
- capacité à mobiliser d'autres forces sociales, culturelles et économiques, c.a.d. capacité à revitaliser le tissu social. Les partis n'épuisent pas le tissu social et la société ne se réduit pas à l'Etat.
- La politique ne peut continuer à fonctionner avec des règles du siècle passé. Un processus technique et scientifique est nécessaire qui comprend:
 - la production et la distribution des richesses.
 - les moyens de traduire les relations sociales au niveau de l'Etat. Les partis devraient être à même de capter ces mouvements sociaux et a

Fundação Cuidar o Futuro

Il y aurait à envisager sous un regard neuf ce qui pourrait être une politique non professionnelle. Chaque acte individuel a une signification. Ce qui signifie qu'il est possible de faire émerger du corps social des citoyens capables d'agir et de décider en fonction des grandes options politiques.

- Le PR élu en 85 devra avoir des relations de concertation avec les partis politiques et aura à proposer de nouvelles relations des partis entre eux, pour que le P.R. et les partis puissent décider, comme représentants de l'Etat portugais, des positions à tenir en politique étrangère vis à vis:
 - des autres états et du monde.
 - de la division internationale du travail
 - de la renégociation de la dette extérieure
 - des conditions d'exploitation de l'Océan dans le cadre de la Loi sur la Mer.
 - d'une adhésion non soumise à la CEE.
 - de notre rôle des pays de langue portugaise.

Dans le domaine intérieur, il est nécessaire de faire face au problème très urgent du divp.



3. Le plan.

3

Dans la constitution portugaise, les structures et les objectifs du plan sont clairement formulés. Néanmoins, la vie économique et sociale portugaise ne possède pas un plan de développement économique et social.

L'opposition plan/marché paraît aujourd'hui dépassée. Le plan comporte les grandes options et orientations et est défini à partir de tous les intervenants du processus de développement, et non uniquement en termes techniques et bureaucratiques.

Le plan ne peut se limiter aux seuls projets macro-économiques. Prenant en compte de nouvelles technologies particulièrement celle de la programmation.

Le plan ne peut être rigide, statique, fixé pour 5 ans, mais doit, dans sa structure, insérer ses propres changements de repères.

4. Le développement.

Le développement n'est pas défini dans les programmes politiques du gouvernement, apparaissant seulement comme une des grandes lignes de l'action gouvernementale.

Cependant le développement devrait orienter tous les aspects de l'action gouvernementale, incluant la régionalisation, la décentralisation du pouvoir local, la régionalisation, la valorisation publique et l'intervention de l'administration publique et des organisations non-gouvernementales. Le développement implique aussi des secteurs qui ne sont pas exclusivement d'ordre économique.



- Il ne peut y avoir de développement sans transformation des mentalités, sans une matrice culturelle extrêmement claire et constamment réaffirmée.
 - Le FMI a aidé quelques pays à sortir momentanément des situations quasi-catastrophiques; mais les conditions que pose le FMI ne devraient pas aller à l'encontre de la souveraineté d'un pays. Nous ne pouvons rembourser les intérêts de nos dettes qui nous retranchent plus que ce que nous gagnons comme monnaie échangée par nos [exportations] importations?
 - Le Portugal et le prochain PR doivent veiller à la garantie de l'indépendance nationale et tenter une concertation de toutes les forces politiques, afin que nous puissions renégocier notre dette.
- Aujourd'hui le problème de la dette extérieure concerne à la fois les débiteurs et les créanciers. Les créanciers ont aussi intérêt à réviser les conditions de remboursement de notre dette extérieure.

5 La régionalisation

La régionalisation apparaît dans tous les programmes de gouvernement mais n'a jamais été concrétisée jusqu'à maintenant :

- avec la régionalisation, nous ne voulons pas seulement un acte administratif, nous voulons une action qui permette à chaque sujet d'obtenir la satisfaction de ses besoins de base directement, et sans bureaucratie excessive.
- La régionalisation ne peut pas être entreprise uniquement par l'action des organismes politiques au plus haut niveau. Il y a des réalités anthropologiques et sociologiques dont on ne peut faire table rase. Il faut un processus qui engage les personnes -

6 La C.E.E.

L'adhésion est importante pour la vie du pays dans laquelle sont impliqués des aspects à la fois matériels et symboliques. Je ne suis pas d'accord sur la philosophie sous-jacente, et sur la manière avec laquelle l'adhésion est négociée.

L'entrée dans la CEE a été présentée par de nombreux gouvernements comme un problème politique, mais est essentiellement un problème économique et social. La CEE ne parvient pas à définir une politique commune ni dans le domaine de l'énergie, ni dans ceux de l'informatique, de la bio-technologie, de la communication, de l'armement, de l'éducation, de la culture, de l'immigration.

La CEE n'a pas d'attitude commune sur les grandes questions internationales ni les grands conflits, elle ne parvient même pas à partager une vision commune sur le dvp.

En terme de dvp du Portugal, je veux démystifier l'affirmation fréquente faite par divers gouvernements comme quoi les structures sociales, économiques et culturelles doivent s'adapter à la CEE.

L'Europe se construit à de multiples niveaux et quelques-uns ne sont pas institutionnalisés. Prenons par exemple, les grandes foires.

Il est paradoxal à mon avis que nous, Portugais, au moment où l'Europe elle-même s'interroge sur sa propre présence spécifique au monde, voulions seulement devenir un membre d'une région de l'Europe sans même avoir une part active à la formulation.



Deux phénomènes portent préjudice à l'émergence de véritables mouvements sociaux.

- Un désenchantement face au processus de ces dix dernières années, provoqué par un individualisme croissant.
- Les conditions économiques, la diminution des salaires réels et la lutte pour la vie.

On vérifie également que, chaque fois qu'un mouvement social commence à prendre forme, il y a une explosion dans la sphère du pouvoir politique.

8 Avortement.

Je suis contre l'avortement, mais je défends la légalité démocratique et constitutionnelle. Des lois existent et je les respecte.

9. Le parti éariste.

Je ne suis pas quelqu'un qui m'affilie à un parti. Cela ne correspond pas à ma manière d'intervenir dans la société.

Le parti éariste a la possibilité de devenir un parti différent des autres et qui, pour cela, est en train de changer la scène des partis politiques.

Je suppose que le nouveau parti n'ira pas dans les coulisses pour décider de la candidature qu'il soutiendra. C'est la condition nécessaire pour un nouveau mode de fonctionnement à l'intérieur du parti.

